



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2025-01-00145 DU 21 JANVIER 2025

relatif à l'enregistrement de l'exploitation d'une unité de production de pellets par la société ALPHA PELLETS sur le territoire de la commune de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES

La Préfète de Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Seine Normandie, entré en vigueur le 6 avril 2022 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES ;

Vu le dossier de la société ALPHA PELLETS demandant l'enregistrement d'un site de production de pellets à PRATZ (territoire de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES), reçu en Préfecture le 16 avril 2024 et complété le 21 mai 2024 ;

Vu les plans du projet, les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés et les aménagements sollicités ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées de la DREAL en date du 17 juin 2024 concluant à la recevabilité de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 52-2024-08-00134 du 26 août 2024 organisant la consultation du public pour la demande d'enregistrement susvisée ;

Vu l'absence d'observation du public dans le registre de consultation du public ouvert du 14 octobre au 12 novembre 2024 inclus ;

Vu l'absence de délibération du conseil municipal de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES ;

Vu le rapport et les propositions de l'Inspection des Installations Classées de la DREAL en date du 22 novembre 2024 ;

Vu l'avis émis par les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Haute-Marne lors de sa réunion du 06 décembre 2024 ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que le dossier de demande d'enregistrement de la société ALPHA PELLETS comporte une demande d'aménagement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que cette demande d'aménagement est justifiée par le fait que, d'une part, deux bâtiments existants se trouvent à moins de 10 mètres des bâtiments de process et qu'il est inenvisageable de les détruire et, d'autre part, la distance entre les différentes parties du silo et la limite du site est de 29 mètres, soit légèrement inférieure à la distance minimale prescrite de 31,65 mètres (calculé par un coefficient de 1,5 par rapport à la hauteur du silo), et que l'étude des risques qui a été fournie démontre une absence d'effet domino et d'effet externe ;

Considérant les moyens de prévention des risques mis en œuvre sur le site, le niveau de risque est acceptable et aucune mesure de maîtrise des risques supplémentaire n'est requise ;

Considérant l'implantation du projet sur une zone d'activité déjà aménagée, située en dehors de tout périmètre protégé ;

Considérant l'absence de projets dans cette zone qui auraient des incidences susceptibles de se cumuler avec celles décrites par la demande ;

Considérant que, en conséquence, il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1.1 : Enregistrement du site

Les installations de la société ALPHA PELLET dont le siège social est situé Route de Blaise à Pratz - 52 330 COLOMBEY-LES-DEUX- EGLISES sont enregistrées.

En application de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, cet arrêté d'enregistrement cesse de produire son effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou lorsque l'exploitation du site enregistré a été interrompue plus de trois années consécutives.

Article 1.2 : Description de l'activité

La société ALPHA PELLETS exploite une unité de fabrication de pellets dont les installations classées pour la protection de l'environnement sont listées ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
2260-1-a	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW</p>	La puissance installée totale est de 3380 kw	E
2160-1-a	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	Le volume de stockage maximal en silo plat des de 19 885 m ³	E
1532-a	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur à 20 000 m³ (E)</p>	La quantité maximale de matière première susceptible d'être stockée au sein des aires de stockage est d'environ 26 000 m ³	E

Régime : E : Enregistrement

Volume de l'activité : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.3 : Les installations mentionnées à l'article 1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations autorisées sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement et ses annexes (plans et notices), à savoir sur les terrains suivants :

Lieu	Commune	Section	Numéro
PRATZ	COLOMBEY-LES-DEUX- EGLISES	ZD	23, 30, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 47, 48, 49, 50, 51, 52

Article 1.4 : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément, d'une part, aux plans et données techniques contenus dans le dossier et, d'autre part, aux différents engagements exprimés au cours de l'instruction de ce dossier.

Les installations respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation à l'exception de l'article 5 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 :

- deux bâtiments existants (B11 et B13) se trouvent à moins de 10 mètres des bâtiments de process : le bâtiment B13 accueille un silot plat de stockage de pellets, combustible pour le foyer Biomasse de 4950 m³ et le bâtiment B11 accueille un silo plat de stockage de pellets de 4950 m³ également,
- la distance entre les différentes parties du silo et la limite du site est de 29 mètres, inférieure à la distance minimale prescrite de 31,65 mètres.

Article 1.5 : Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état, suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

Article 1.6 : S'appliquent au site les prescriptions des arrêtés ministériels ci-dessous :

- L'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- L'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- L'arrêté du 20 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A l'exception de l'article 5 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160.

Article 2.1 : Le site est doté de 5 points d'eau incendie sous pression de débit unitaire minimal de 60 m³/h, dont 2 en simultané, permettant de délivrer 120 m³/h au total soit 240 m³ pour 2 h. Ces poteaux seront alimentés par le bassin de réserve incendie via une pompe dimensionnée pour délivrer 120 m³/h à 1 bar sur le réseau de défense incendie.

En complément, 3 aires d'aspiration de 32 m² (4x8m) associées à des cannes d'aspiration seront matérialisées au droit de la réserve aérienne de 540 m³ (bassin de réserve incendie).

Avant la mise en service des équipements, la société ALPHA PELLETS valide avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours l'implantation des panneaux incendie. Cette implantation doit respecter les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 suivantes : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques [] qui sont un ou plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteau d'incendie) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures »

Article 3.1 : En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 3.2 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Le présent arrêté est affiché en mairie de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ALPHA PELLETS et dont une copie sera adressée aux maires de COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES et de RIZAUCOURT-BUCHEY.

Chaumont, le

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Thirard', is written over a horizontal line.

Guillaume THIRARD